

La piste d'un marché de la biodiversité sauvage

Monsieur Juilliard,

Nous avons pris connaissance, via internet, de votre projet de « production marchande de biodiversité sauvage ».

Projet de recherche surprenant, voire déroutant, pour notre association ESPERANZA21, qui s'est donné pour objectif de valoriser les biodiversités (naturelle, domestique et de laboratoire), tout en tissant des liens avec les autres enjeux collectifs (santé, alimentation, justice sociale et environnementale), sociétaux et culturels (informations et éducations) www.esperanza21.org/

Notre surprise ne vient pas de votre vigilance quant au déclin des populations d'oiseaux en général, et plus particulièrement des oiseaux communs des milieux agricoles. Depuis notre rencontre en septembre 2015, nous connaissons votre engagement.

Vous décrivez un protocole qui permet d'établir un lien entre la perte de biodiversité et l'usage d'intrants chimiques et de certaines pratiques mécaniques.

Si nous partageons votre conclusion, assez prévisible d'ailleurs, nous regrettons au passage que ce protocole soit privé d'une expérience témoin: une parcelle laissée en jachère, toutes choses égales par ailleurs...

Mais, nous sommes bien plus fortement interpellés sur divers autres points, scientifiques et éthiques :

- Par exemple, vous semblez considérer la réduction de perte de biodiversité et sa reconquête comme relevant de «compensations»...

- Alors qu'il s'agit de biodiversité de systèmes agricoles, seuls les oiseaux sont pris en considération. Leur biocénose et leur biotope semblent «hors sujet».

- Dans le cas de ce projet précis, la population humaine, les citoyen-nes aussi sont concerné-es, au moins en tant que consommateur-es.

-Les questions de la qualité de l'eau, de l'air, des sols... et autres facteurs du biotope ne sont pas évoquées.

De fait, vous semblez justifier l'emploi d'intrants chimiques en respectant une "normalité", un dosage probablement recommandé par l'industrie chimique !

Quelle dose serait acceptable pour la santé du vivant, même si nous considérons l'importance quantitative de l'alimentation humaine ?
Consciemment ou non, cela ne revient-il pas à «effacer» les faisceaux des autres conséquences ? Sur la santé, notamment...

Nous ne vous suivons plus du tout quand vous qualifiez de "sauvage" une biodiversité fabriquée par l'Homme, fut-il agriculteur !
Selon vous, quelle serait cette nouvelle catégorie ? Jusqu'ici, les êtres vivants issus de cultures agricoles ou d'élevages ne sont pas considérés comme "sauvages"!

Sans négliger qu'il nous paraît bien imprudent de "jouer" avec cette connotation hélas courante: le qualificatif de "sauvage" fait résonner de vieilles peurs !...
Esperanza21 se plaît à parler de la liberté des animaux... non domestiqués !

Mais, notre désaccord se cristallise plus encore sur **une question d'éthique fondamentale** que nous pose la piste que vous ouvrez.

Notre inquiétude porte sur une question d'un tout autre ordre, et d'une autre échelle car elle touche à l'essentiel. Une question politique, vous le dites :
« **Préserver et restaurer la biodiversité, peuvent ils relever d'un nouvel acte marchand ?** »

Cela nous concerne, concerne toute la biosphère dont la population humaine est un élément.

Votre projet, en l'état où nous l'avons découvert, conduirait à banaliser une nouvelle "production marchande" au moins aussi litigieuse que l'appropriation du vivant par des firmes privées.

Après la privatisation de semences, et de génomes, envisageriez-vous la privatisation d'une néo-biodiversité (de substitution plutôt que de compensation), dont les plus grands pollueurs pourraient devenir détenteurs des droits sur son existence, son développement, etc...?

La question de l'estimation en valeur monétaire de la biodiversité est fort délicate. Vous le savez assurément mieux que nous.

Nous avons l'intuition qu'au côté du **marché des biens**, aujourd'hui préempté par le capitalisme et le profit financier, il existe un autre secteur, de services collectifs et sociaux surtout, aujourd'hui encore **non marchand** mais très fortement convoité par le premier.

Un troisième secteur pourrait être ouvert : **une estimation monétaire des valeurs de la biodiversité** qui peut s'avérer nécessaire pour en assurer la protection ou la reconquête, face aux surexploitations et aux pollutions.

Mais, si une telle stratégie dérivait vers "un marché financier", rejoignant ainsi **l'actuel secteur marchand**, elle serait rapidement pervertie pour constituer "une biodiversité d'usage" taillable et corvéable à merci !
Déjà, il est bien risqué, de parler de "services" écosystémiques dans une vision anthropocentrée du vivant, vision dont nous connaissons, hélas, les effets délétères.

Demain, qu'est-ce qui empêcherait l'agriculteur-chasseur de revendiquer sa propre production ? De toucher la prime et de manger la caille !

Pour protéger et reconquérir les biodiversités en milieu agricole, Esperanza²¹ s'est particulièrement intéressée

A l'excellent ouvrage du CIRAD : "Cultiver la biodiversité pour transformer l'agriculture" (Quae éditions, 2013).... où l'option argumentée est clairement celle de l'agroécologie.

A l'Observatoire agricole de la biodiversité (OAB) proposé aux agriculteurs français volontaires.

Et aussi aux travaux de Xavier Poux au sein du Projet européen TYFA...

Il y a certainement bien d'autres projets alternatifs à la marchandisation, qui est mise en cause dans les crises actuelles, comme vous le signalez vous même.

Selon notre association, ne pas se prêter au risque de la marchandisation relève du bon sens, mais si le bon sens a le pouvoir de s'opposer, il n'a pas celui d'interdire.

Sur un tel sujet de société à l'échelle mondiale, le Comité d'éthique devrait alors être saisi ès-qualité, et diverses autres instances aussi.

Veillez, Monsieur Julliard, accepter ce courrier comme une alerte constructive de la part de citoyens qui suivent d'aussi près qu'il leur est possible la destruction de la biodiversité, et sont mobilisés pour promouvoir ce qui permettra d'enrayer cette extinction annoncée et de favoriser la reconquête de son territoire par une biodiversité riche, robuste et autonome.

Avec toute notre sympathie et notre conviction citoyenne.

Jacqueline Fihey & Maurice Fay

Comment faire revenir les oiseaux dans les campagnes ? La piste d'un marché de la biodiversité sauvage

12 juillet 2018, 01:34 CEST

Auteur :

[Romain Julliard](#) Professeur d'écologie, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) – Sorbonne Universités

Déclaration d'intérêts

Le laboratoire CESCO a reçu de nombreux financements d'origines variées pour mener à bien ses recherches sur lesquelles se sont construites les réflexions présentées dans cet article. En particulier, les études citées ont été partiellement financées par des conventions de partenariat de recherche avec **les entreprises Bayer, BASF, Agrosolutions**, ainsi qu'avec le Conseil régional d'Île-de-France.

Les oiseaux communs des milieux agricoles ont perdu plus de 30 % de leurs effectifs ces vingt dernières années. [Nicola Tröhler/Unsplash](#)

Le 20 mars dernier, premier jour du printemps, nous avons publié une [étude alarmante](#) sur la situation des oiseaux dans les zones rurales françaises. Nos résultats confirment une tendance bien établie : en l'espace de 20 ans, un oiseau des champs sur trois, en moyenne, a disparu de nos campagnes.

Sitôt ce « [printemps silencieux](#) » annoncé, les médias en France et à l'étranger, s'en sont fait l'écho. Fin mars, on comptait déjà plus de 300 reprises de nos travaux, un niveau inédit dans les annales du service presse du Muséum national d'histoire naturelle, traduisant une vive émotion.

Alouettes, perdrix, bruants... la disparition inquiétante de ces espèces est devenue en quelques jours un sujet de préoccupation largement partagé. Sur les réseaux sociaux, certains évoquent les comptines apprises à l'école, d'autres des souvenirs de vacances à la campagne.

Nul besoin de remonter très loin dans le temps : il y a quelques décennies de cela, nos champs regorgeaient de vie. Souvenez-vous de tous ces insectes qui étoilaient le paysage sur les routes de campagne et de ces oiseaux qui chantaient à tue-tête à travers champs... Mais c'était hier.

Tout dépend des pratiques agricoles

Depuis des milliers d'années, le travail de la terre façonne les paysages, créant de véritables écosystèmes. Certains oiseaux ont fait de ces milieux typiques leur résidence principale, [devenant des « spécialistes »](#) de ces espaces, à l'image de l'alouette des champs, la perdrix rouge, la plupart des bruants ou encore la linotte mélodieuse.

L'agriculture est non seulement compatible avec la biodiversité sauvage, mais elle peut également en produire, au même titre que n'importe quel écosystème.

[Depuis une cinquantaine d'années](#) cependant, l'intensification des pratiques et le recours massif aux intrants (pesticides, engrais, engins mécaniques...) a porté un coup presque fatal aux espèces qui faisaient jadis la richesse de nos paysages ruraux. Presque.

En effet, si les insectes du sol, les oiseaux et autres petits mammifères ne trouvent plus les ressources pour accomplir leur cycle de vie et disparaissent en masse, il ne faut pas non plus les enterrer trop vite. La biodiversité a des capacités de reconquête étonnantes. Promenez-vous dans une parcelle nouvellement biologique, dans une autre où l'on vient d'implanter des haies ; promenez-vous sur des terres agricoles où les pressions humaines ont été réduites : vous serez frappé par la capacité colonisatrice du vivant, du sous-sol jusqu'au ciel.

Mesurer les impacts

De multiples travaux auxquels a [contribué notre laboratoire](#) indiquent que des changements dans les pratiques d'agriculture conventionnelles permettent le maintien des espèces sauvages.

Dans une vaste étude portant sur 200 fermes de blé conventionnel, nous avons ainsi montré que l'utilisation « normale » de pesticides varie d'un facteur 1 à 3 entre agriculteurs. Nos observations (rendues publiques en [2014](#) et en [2016](#)) confirment que les parcelles moins traitées accueillent davantage d'oiseaux.

D'autres études, plus récentes, comparent les [effets du désherbage](#) avant semis – soit chimique (herbicide généraliste comme le glyphosate), soit mécanique – sur la quantité d'oiseaux nicheurs. Ces derniers sont deux fois plus nombreux sur les parcelles lorsque le désherbage est mécanique. Quant aux chauves-souris en chasse, elles sont [5 fois plus abondantes](#). Le [semis direct sous couvert](#) s'avère à ce titre l'une des méthodes les plus favorables à la biodiversité.

Ces travaux montrent que des améliorations peuvent être réalisées en agriculture conventionnelle et ce sans perte de revenu.

Un marché pour la biodiversité sauvage

S'il est possible de changer la donne à l'échelle d'une parcelle, pourquoi ne parvenons-nous pas à changer le système dans son ensemble ?

Paradoxalement, la puissance publique a beaucoup dépensé pour tenter d'enrayer le déclin de la biodiversité sauvage en milieu agricole : Natura2000, mesures agro-environnementales du deuxième pilier de la PAC, soutien à l'agriculture biologique, etc.

Malheureusement, toutes ces initiatives n'ont pas eu l'effet escompté et si elles apportent de réels bénéfices au niveau local, la tendance à grande échelle n'a pas été inversée.

Tout d'abord parce que l'évaluation se fait selon le principe d'une obligation de moyens – planter des haies et rembourser l'agriculteur sur factures – et non une obligation de résultats – augmenter la quantité d'oiseaux présents et rémunérer l'agriculteur en fonction. Ensuite, les actions consistent essentiellement à subventionner l'agriculteur pour faire moins d'agriculture (et, peut-être, un peu plus de biodiversité). Ce principe,

peu populaire quand on aime son métier, ne peut pas non plus tenir longtemps lorsque les prix de la production agricole subissent de fortes hausses.

Nous proposons donc de revoir la relation entre agriculture et biodiversité, en distinguant la production alimentaire de celle de la biodiversité. Il faut les considérer indépendamment l'une de l'autre. Une telle approche revient à mettre en place un marché financier dédié à la production de biodiversité sauvage.

Comment financer ce marché ?

Trois possibilités, non exclusives, existent aujourd'hui pour financer un tel dispositif.

On pourra par exemple solliciter les aménageurs – constructeurs d'infrastructures de transport, d'activités industrielles ou de logements – souhaitant compenser les impacts résiduels sur la biodiversité sauvage agricole de leurs implantations.

Les territoires pourront également être intéressés, eux qui cherchent de plus en plus à préserver ou restaurer l'attractivité de leur campagne afin d'attirer les citadins pour des week-ends ou des vacances à la campagne, activités touristiques rémunératrices.

Il y a enfin les consommateurs prêts à acheter de préférence des produits issus de pratiques agricoles favorables à la biodiversité. Non pas tant pour des raisons gustatives ou de santé d'ailleurs, mais parce qu'il deviendrait socialement inacceptable d'acheter un produit susceptible d'avoir participé à la destruction du bien commun qu'est la biodiversité.

Ces différents « marchés » de l'activité de production de biodiversité ne pourront voir le jour sans de profonds changements politiques et économiques.

Il faut tout particulièrement accepter de ne plus opposer agriculture et biodiversité, et considérer que c'est à l'agriculteur de choisir les pratiques qui permettent de maximiser les revenus qu'il tire de la production alimentaire et ceux qu'il tire de la production de biodiversité sauvage.

*Sans le soutien de ces membres fondateurs **The Conversation France** n'aurait pas vu le jour. Merci donc aux Collège des Bernardins, Conférence des Présidents d'Université (CPU), Grenoble École de Management (GEM), INRA, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Institut Universitaire de France, Kedge Business School, Sorbonne Universités, Université de Lorraine, Université Grenoble Alpes, Université Paris-Est Créteil Val de Marne, Université Paris Nanterre, Université Paris-Saclay et Université Sorbonne Paris Cité qui ont vu l'intérêt à nous aider à développer un nouveau canal d'information indépendant qui met en avant le talent et le savoir du secteur universitaire et de la recherche.*

Hugo Struna, journaliste et rédacteur du blog de [Vigie Nature](#), un programme de sciences participatives porté par le Muséum national d'histoire naturelle, a contribué à la rédaction de cet article.

https://theconversation.com/comment-faire-revenir-les-oiseaux-dans-les-campagnes-la-piste-dun-marche-de-la-biodiversite-sauvage-99399?utm_source=facebook&utm_medium=facebookbutton